

**CONSEIL GENERAL DU VAR**  
**DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES**

Modèle de convention relative à la gestion des archives de la commune de .....  
par le service d'archives de la communauté de communes (ou la communauté  
d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de .....

Entre la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la  
communauté urbaine ou le syndicat) de ..... représenté(e) par sa/son président(e)  
..... domicilié(e) à ..... et la commune de ..... représentée par sa/son maire  
..... domicilié(e) à .....

Visas

Vu les articles L.212-6-1, 212-10 à 14 du Code du patrimoine,  
Vu les articles L. 1421-1 et L. 1421-2 du Code général des collectivités  
territoriales,  
Vu la délibération du conseil communautaire en date du .....  
Vu la délibération du conseil municipal de la commune de ..... en date du .....

Considérant que les archives sont des outils indispensables au  
fonctionnement de l'administration communale, qu'elles permettent aux citoyens  
de faire valoir leurs droits et qu'elles constituent la mémoire de la commune et de  
ses habitants.

Considérant que leur conservation pérenne et leur communication au  
public sont une obligation pour les communes.

Considérant que dans le souci d'une meilleure conservation de ces  
archives, d'une mutualisation des moyens des communes et de la valorisation du  
patrimoine local, la communauté de communes (ou la communauté  
d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... a décidé de  
créer un service intercommunal d'archives.

Considérant que ce dernier a pour vocation de collecter, conserver,  
communiquer et mettre en valeur les archives de la communauté de communes  
(ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de  
..... ainsi que celles des communes membres.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 – Objet**

La commune de ..... remet en dépôt ses archives au service intercommunal  
d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération  
ou la communauté urbaine ou le syndicat) de .....

Ce fonds est constitué :

- des documents produits, reçus ou acquis par la commune à la date du dépôt ;
- des documents susceptibles de faire l'objet de dépôts ultérieurs.

**CONSEIL GENERAL DU VAR**  
**DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES**

**Article 2 – Propriété des archives**

La commune de ..... reste propriétaire de ses archives ; les documents pris en charge par le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... constituent un dépôt de nature révocable.

**Article 3 – Missions du service intercommunal d'archives**

Le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... exerce auprès de la commune de ..... les missions liées à la collecte, à la sélection, au classement, à la conservation et la communication de ces archives ainsi qu'à leur mise en valeur.

**Article 4 – Contrôle scientifique et technique**

Le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... exerce ses missions selon les lois, décrets et règlements qui régissent les services d'archives publics en France. A ce titre, il est placé sous le contrôle scientifique et technique de la direction des Archives de France représentée par le directeur des archives départementales de .....

**Article 5 – Classement et cotation des fonds déposés**

Le service intercommunal des archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... suit le cadre de classement et les principes de cotation définis par la direction des Archives de France pour les archives communales et garantit le respect de l'individualité des fonds déposés par les communes.

**Article 6 – Prise en charge des fonds**

Le transfert des archives de la commune de ..... vers le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... est accompagné de l'établissement d'un procès-verbal de prise en charge des archives concernées. Ce procès-verbal décrit les documents faisant l'objet du dépôt. Tout nouveau dépôt fera l'objet d'un bordereau descriptif. Ces documents seront signés par le maire et contresignés par le président de la Communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de .....

**Article 7 – Éliminations**

Toute élimination proposée par le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... est soumise au visa du maire de la commune de ..... et du directeur des archives départementales de .....

**CONSEIL GENERAL DU VAR**  
**DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES**

**Article 8 – Communication**

La communication des archives déposées est assurée dans le respect des règles de communicabilité des archives publiques. Dans le cas d'une communication administrative portant sur des documents non encore librement communicables, l'accord du service producteur sera requis.

Les demandes de dérogation aux délais légaux de communicabilité des archives publiques seront instruites par le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... qui recueillera au préalable l'avis du maire de la commune de .....

**Article 9 – Valorisation**

Le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... contribue à la valorisation des fonds d'archives de la commune de ..... par la mise en œuvre d'actions culturelles et pédagogiques.

Le service d'archives s'engage à mentionner l'origine des documents.

[Facultatif] : il peut collaborer aux actions de valorisation du patrimoine menées par la commune de .....

**Article 10 – Assistance technique**

Le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... assure une mission de conseil technique auprès de la commune de ..... :

- en élaborant des plans de classement où des tableaux de gestion en liaison avec les services producteurs concernés. Ces outils de gestion sont soumis à l'approbation du directeur des archives départementales ;

- en assurant aux agents une formation aux règles de base de l'archivage sous forme papier ou sous forme électronique.

**Article 11 – Réutilisation des informations publiques**

[Facultatif] Le maire de la commune de ..... délègue [ou se réserve] au président de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... la compétence en matière de réutilisation d'informations publiques.

**Article 12 – Rapport annuel**

Le service intercommunal d'archives de la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... transmet chaque année à la direction des Archives de France les éléments nécessaires à l'élaboration de l'enquête statistique annuelle.

**CONSEIL GENERAL DU VAR**  
**DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES**

**Article 13 – Assurance des collections [facultatif]**

La Communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... assure les fonds d'archives qui lui sont confiés par la commune de .....

**Article 14 – Durée et dénonciation de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans ; elle se renouvelle par tacite reconduction. Elle peut faire l'objet d'avenants. Toutefois, en cas de dénonciation anticipée, la commune informe par écrit la communauté de communes (ou la communauté d'agglomération ou la communauté urbaine ou le syndicat) de ..... et la direction des archives départementales de sa décision. Le service intercommunal d'archives dispose d'un délai de six mois pour restituer les archives à la commune de .....

À ..... le .....